

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, nous ne demandons pas tellement au gouvernement de stimuler l'économie que d'adopter des politiques qui lui permettent d'atteindre son potentiel, ce qui ne s'est pas produit jusqu'à maintenant précisément à cause de politiques qui l'ont délibérément ralenti. Il est temps que le gouvernement fasse preuve de quelque confiance dans l'économie canadienne. Il est temps qu'il cesse de faire cavalier seul et qu'il permette à notre économie de faire ses preuves. Il est temps qu'il cesse d'être sur le dos des Canadiens et qu'il les laisse travailler. Ça lui permettra peut-être de regagner une partie de la confiance qu'on lui avait retirée à la suite de son refus d'encourager l'industrie à participer à la reprise économique.

Aujourd'hui plus que jamais, je conjure le gouvernement d'accorder des réductions sélectives des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés. Maintenant plus que jamais, je le conjure de réduire ou de supprimer la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. Aujourd'hui plus que jamais, je le conjure de dissiper une fois pour toutes l'incertitude qui règne au sujet de l'impôt. Et je le conjure de recourir à cette fin à une réforme rétablissant les stimulants économiques, qui réponde positivement à la tendance expansionniste dans notre pays. J'ai dit déjà que le temps presse. Je le répète avec plus d'insistance que jamais. Déjà on prédit que l'automne et l'hiver prochains, la misère attribuable aux conditions économiques sera aussi grande que celle de la période qui s'achève. On ne devrait pas le permettre. Si le gouvernement, dans son prochain budget, ne réussit pas encore une fois, à adopter des politiques efficaces qui inspirent et redonnent confiance dans l'économie canadienne, il aura encore fait faux bond aux Canadiens, et cela, à un moment crucial.

Notre pays ne peut se permettre un autre hiver comme celui-ci. C'est le moment de prendre des mesures pour y parer. Si le gouvernement a tiré profit de ses erreurs passées, il doit procéder de la sorte. Si l'expérience du passé lui a appris quelque chose, il verra à dissiper la confusion qui entoure ses politiques économiques en général et ses politiques fiscales en particulier, et cessera d'accabler les gens.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Comme il est 1 heure, je quitte maintenant le fauteuil, et la Chambre reprendra ses travaux à 2 heures.

(La séance est suspendue à 1 heure.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

[Français]

M. Charles-Eugène Dionne (Kamouraska): Monsieur l'Orateur, j'éprouve beaucoup de satisfaction à participer au débat sur l'importante question présentement à l'étude, et cela, pour diverses raisons que j'essaierai d'exposer aussi clairement que possible.

Je crois que tous les députés reconnaîtront qu'il faut donner à la jeunesse canadienne pleine d'idéal le moyen

d'atteindre ses justes objectifs. Le fait qu'un faible pourcentage ait été orienté vers la participation à différentes manifestations, parfois bruyantes, contribue souvent à nous laisser une mauvaise impression de la jeunesse. Elle n'est pas révolutionnaire, mais elle est plus déterminée que celle des générations précédentes. Ceci est dû aux avantages dont elle bénéficie, grâce aux moyens d'information, qui la rendent plus consciente que les générations précédentes des problèmes qui l'attendent plus tard. La préoccupation principale de la plupart des jeunes est de savoir dans quel monde ils évolueront, lorsqu'ils seront adultes.

Au cours des années 1929 à 1939, particulièrement, nos politiciens ont réussi à faire accepter leurs bévues administratives et à amener la génération de l'époque à se résigner, en dépit d'une situation qu'ils qualifiaient de crise économique universelle. Cependant, la population a constaté qu'il s'agissait beaucoup plus d'une crise voulue par les financiers. Personne ne peut nier qu'à l'origine de cette crise était le comportement des dirigeants de la Bourse, aux États-Unis, avec le résultat que la plupart des gouvernants ne pouvaient répondre autre chose à ceux qui réclamaient du travail et des revenus que: Nous manquons d'argent.

Pourtant, on sait ce qui s'est produit en 1939. Tout l'argent nécessaire a circulé. Il a fallu une guerre pour provoquer le déblocage. Cet exemple aurait dû suffire à démontrer les bêtises du système financier qui a le pouvoir de déclencher les guerres et les crises, selon son bon plaisir.

En économie politique comme en économie domestique, un bien est la propriété de l'État ou de l'individu, selon le cas, mais à condition qu'aucun étranger n'intervienne. Dès que des financiers interviennent dans une transaction, le droit de propriété de l'État ou de l'individu devient illusoire. Par exemple, l'État emprunte pour développer ou établir tel service public, dont les financiers prêteurs sont les premiers maîtres, comme ils le sont d'ailleurs de l'individu qui emprunte, en vue d'acquiescer une propriété ou un bien.

Pour progresser, les gouvernements des pays doivent poser des actes bienfaisants pour le peuple. Mais ces actes bienfaisants se retournent contre le peuple, car au lieu de financer eux-mêmes ces actes bienfaisants, les gouvernements empruntent où ils peuvent, pour ensuite taxer, et même surtaxer le peuple, afin de payer le capital et l'intérêt.

Je fais allusion aux industriels qui vivent de leurs profits, aux actionnaires qui reçoivent des dividendes, aux professionnels qui perçoivent des honoraires, et aux travailleurs qui gagnent un salaire. Tous sont coincés par les impôts des gouvernants qui sont à la merci du système financier. Alors, pour survivre, l'industriel augmente ses profits, l'actionnaire exige des dividendes plus élevés, le professionnel hausse ses honoraires, et le travailleur revendique un meilleur salaire pour pallier l'augmentation du prix des biens de consommation ou des services professionnels.

Pourquoi faut-il que le système financier soit entre les mains de quelques individus qui ont le contrôle de la vie économique? Ce contrôle devrait appartenir à l'État, qui pourrait alors être justifié de se proclamer maître chez lui, au lieu d'être l'esclave d'un tel système. L'individu